

**Programme opérationnel régional FEDER-FSE de l'Ile-de-France et du bassin de la Seine 2014-2020 « Investissement pour la croissance et l'emploi »**

**Appel à projets spécifique FEDER pour l'année 2015**

**Axe prioritaire 8 : soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone en Ile-de-France**

**«Réhabilitation Durable»**

**Date de lancement de l'appel à projets : 27/07/2015**

**Date limite de dépôt des candidatures : 30/11/2015**

Aucune demande de subvention ne sera recevable après cette date. Pour fluidifier l'instruction des demandes, l'attention des porteurs de projets est appelée sur la nécessité de déposer les dossiers le plus rapidement possible sans attendre les dates butoirs.

**Le dossier de candidature devra être transmis en ligne sur la plateforme des aides régionales accessible via le site web de la Région dédié aux financements européens :**

<http://europe.iledefrance.fr>

Les envois par mail ne sont pas acceptés.

Tout dossier incomplet lors de son dépôt sera rejeté lors de son instruction.

## Sommaire

<b>PREAMBULE</b>	<b>4</b>
<b>I. PRESENTATION GENERALE DE L'APPEL A PROJETS</b>	<b>4</b>
1.1 CONTEXTE DE L'APPEL A PROJETS	4
1.2 OBJECTIFS DE L'APPEL A PROJETS	4
<b>II. CONDITIONS DE RECEVABILITE DES PROJETS ET D'APPRECIATION EN ELIGIBILITE DES PROJETS</b>	<b>5</b>
2.1 CONDITION DE RECEVABILITE DES PROJETS	5
2.1.1 TYPES D' ACTIONS	5
LE PRESENT APPEL A PROJETS VISE LA REALISATION DE PROJETS PILOTES :	5
- AYANT UN CARACTERE EXEMPLAIRE ET REPRODUCTIBLE EN TERMES D'EFFICACITE / COUTS SUR LES PUBLICS CIBLE POUR DES PROJETS DE RENOVATION DE LOGEMENTS SOCIAUX	5
- AYANT UN CARACTERE EXEMPLAIRE, OPERATIONNEL ET REPRODUCTIBLE POUR LES BATIMENTS PUBLICS	5
2.1.2 ORGANISMES BENEFICIAIRES	5
CET APPEL A PROJET S'ADRESSE AUX ACTEURS DE LA REHABILITATION DES LOGEMENTS COLLECTIFS ET AUX MAITRES D'OUVRAGE PUBLICS POUR LES BATIMENTS TERTIAIRES PUBLICS.	5
2.1.3 TERRITOIRE	5
2.1.4 MONTANT ET TAUX D'INTERVENTION DE L'AIDE FEDER	5
2.1.5 COFINANCEMENTS	6
2.1.6 TEMPORALITE DU PROJET	6
2.1.7 DEPOT DU DOSSIER	6
2.2 CRITERES D'APPRECIATION DES PROJETS RECEVABLES	7
2.2.1 ELIGIBILITE DES DEPENSES	7
2.2.3 PRINCIPES HORIZONTAUX	8
2.2.4 PRINCIPES DIRECTEURS DE LA SELECTION DES OPERATIONS	8
<b>III. MODALITES ET CRITERES DE SELECTION</b>	<b>9</b>
3.1 MODALITES DE SELECTION DES PROJETS	9
3.2 CRITERES DE SELECTION	9
CET APPEL A PROJETS SOUHAITE ACCOMPAGNER LES PROJETS PRESENTANT LES MEILLEURES PERFORMANCES ENVIRONNEMENTALES, ENERGETIQUES ET ECONOMIQUES ET AINSI ENCOURAGER LES REHABILITATIONS THERMIQUES DE HAUTE QUALITE.	9
LES CRITERES DE SELECTION EN OPPORTUNITE CONCERNENT :	9
- LA QUALITE DE L'OPERATION PRESENTEE	9
- LA QUALITE DU MONTAGE DE L'OPERATION	9
- LA GESTION DURABLE DE L'OPERATION	9
- LES QUALITES TECHNIQUES DU PROJET	9
	2

- LA QUALITE ARCHITECTURALE DE L'OPERATION	9
- LE COUT ET LA MAITRISE DES CHARGES	9
<b>IV. CALENDRIER DE SELECTION</b>	<b>10</b>
<b>V. CONFIDENTIALITE</b>	<b>10</b>
<b>VI. ANNEXES</b>	<b>11</b>
<b>6.1 ANNEXE 1 : CADRE REGLEMENTAIRE DE L'APPEL A PROJETS</b>	<b>11</b>
<b>6.2 ANNEXE 2 : REGLES APPLICABLES AUX ORGANISMES BENEFICIAIRES DE FONDS EUROPEENS STRUCTURELS D'INVESTISSEMENT (FESI)</b>	<b>11</b>
6.2.1 TRANSPARENCE COMPTABLE	11
6.2.2 RESPECT DES REGLES RELATIVES A LA COMMANDE PUBLIQUE	11
6.2.3 RESPECT DE LA REGLEMENTATION RELATIVE AUX AIDES D'ÉTAT	11
6.2.4 MISE EN PLACE DES COUTS SIMPLIFIES	12
6.2.5 EVALUATION ET SUIVI DES DONNEES RELATIVES AUX BENEFICIAIRES / PARTICIPANTS	12
6.2.6 COMMUNICATION EUROPEENNE	13
6.2.7 CONTROLE ET TRANSMISSION DES PIECES	13
6.2.8 CONSERVATION DES PIECES	14
<b>6.3 ANNEXE 3 : LISTE DES INDICATEURS RELATIFS A L'APPEL A PROJETS</b>	<b>14</b>
<b>6.4 ANNEXE 4 : QUESTIONNAIRES RELATIFS AUX INDICATEURS DES PROJETS SOUTENUS</b>	<b>15</b>
<b>6.5 ANNEXE 5 : CATEGORIES DE DEPENSES ELIGIBLES ET NON ELIGIBLES</b>	<b>21</b>

## PREAMBULE

---

La Région, autorité de gestion du Programme opérationnel 2014-2020, a fait le choix de soutenir le développement des énergies renouvelables et de récupération sur le territoire francilien. L'axe 8 FEDER «Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone» est consacré à la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables, à la lutte contre la précarité énergétique et au développement de démarches pilotes visant la réduction des consommations énergétiques.

L'objectif spécifique 14 «Développer les démarches pilotes pour réduire les consommations énergétiques du bâti résidentiel et de bâtiments publics» vise plus particulièrement la réduction des gaz à effet de serre à travers le soutien à des projets exemplaires, opérationnels et reproductibles en matière de réhabilitation du bâti.

**Le présent appel à projets mobilise une dotation FEDER de 1 455 000 € au titre de cette priorité.**

## I. PRESENTATION GENERALE DE L'APPEL A PROJETS

---

### 1.1 Contexte de l'appel à projets

La région francilienne est fortement urbanisée avec un parc de bâtiments vieillissants construits pour une grande majorité sans aucune prise en compte des règles thermiques. Le secteur du bâtiment étant à l'origine de 60% des consommations énergétiques et de près de la moitié des émissions de gaz à effet de serre en Ile-de-France, l'amélioration énergétique des bâtiments est le premier levier de réduction des consommations et des émissions.

Les objectifs du SRCAE pour les bâtiments sont de réduire de 17% les consommations énergétiques du secteur d'ici 2020, et de 50% à l'horizon 2050, ce qui permettrait d'aller plus loin que le facteur 4.

### 1.2 Objectifs de l'appel à projets

Cet appel à projets vise à soutenir la réalisation d'opérations exemplaires de réhabilitation énergétique de bâtis résidentiels et de bâtiments publics. A travers ces opérations, il s'agit de promouvoir l'efficacité énergétique et climatique des bâtiments franciliens et à accompagner la généralisation de la réhabilitation des bâtiments, ce qui répond aux objectifs du Schéma Régional Climat Air Energie. Les objectifs environnementaux fixés par l'appel à projets sont principalement la maîtrise des consommations d'énergie, l'intégration d'énergies renouvelables et la diminution des émissions de gaz à effet de serre.

## II. CONDITIONS DE RECEVABILITE DES PROJETS ET D'APPRECIATION EN ELIGIBILITE DES PROJETS

---

### 2.1 Condition de recevabilité des projets

#### 2.1.1 Types d'actions

Le présent appel à projets vise la réalisation de projets pilotes :

- Ayant un caractère exemplaire et reproductible en termes d'efficacité / coûts sur les publics cible pour des projets de rénovation de logements sociaux
- Ayant un caractère exemplaire, opérationnel et reproductible pour les bâtiments publics

Les consommations en énergie primaire (Cep) des bâtiments réhabilités incluant les cinq postes de la RT 2005, exprimées en énergie primaire par m<sup>2</sup> de SHON devront être inférieures aux consommations suivantes<sup>1</sup> :

- o Performances spécifiques aux logements sociaux collectifs :  
=>  $Cep \leq 75 \text{ kWh/m}^2.\text{an}$  avec  $Cep \text{ projet} \leq Cep \text{ initiale} - 60\%$

Ces performances sont exigées, une tolérance est possible avec justification sur le rapport efficacité énergétique/coût du projet.

- o Performances spécifiques aux bâtiments tertiaires (publics et privés) :  
=>  $Cep \leq Cep \text{ ref (RT existant)} - 40 \%$  avec  $Cepref$  limité à  $200 \text{ kWh/m}^2.\text{an}$

**Les projets ne s'inscrivant pas dans les actions présentées ci-dessus seront déclarés irrecevables.**

#### 2.1.2 Organismes bénéficiaires

Cet appel à projet s'adresse aux acteurs de la réhabilitation des logements collectifs et aux maîtres d'ouvrage publics pour les bâtiments tertiaires publics.

Sont inéligibles au présent appel à projet :

- les personnes physiques ;
- l'Etat ;
- les copropriétés (syndicats de copropriété, syndicats).

#### 2.1.3 Territoire

Les actions doivent se dérouler sur le territoire francilien.

#### 2.1.4 Montant et taux d'intervention de l'aide FEDER

---

<sup>1</sup> NB 1 : est exclue dans le calcul de Cep, toute production d'énergie renouvelable électrique.

NB 2 : Le Cep ref (RT existant) est la consommation du bâtiment de référence telle que définie dans l'arrêté du 13 juin 2008, relatif à la performance énergétique des bâtiments existants de surface supérieure à 1 000 m<sup>2</sup>, lorsqu'ils font l'objet de travaux de rénovation importants. Les consommations prévisionnelles doivent être estimées avec un outil utilisant le moteur de calcul de la méthode TH-C-E ex.

NB 3 : Si la SHON dépasse de 20 % la surface habitable, la surface prise en référence pour répondre aux exigences ci-dessous est de 1,2 fois la surface habitable.

Le montant minimum de participation du FEDER sur un projet est fixé à **100 000 €**, sauf dispositions exceptionnelles dûment justifiées par le porteur.

Le taux d'intervention minimum du FEDER sur un projet est fixé à **10% du coût total** éligible.

Le taux d'intervention maximum du FEDER sur un projet est fixé à **50% du coût total** éligible.

Le respect de ces seuils sera vérifié au moment de la demande de subvention ainsi qu'à l'issue de l'instruction, après ajustement éventuel du plan de financement.

#### *2.1.5 Cofinancements*

Le plan de financement devra obligatoirement faire apparaître au moins un cofinancement public ou privé ou un autofinancement de l'organisme porteur de projet (si ce dernier relève du domaine public).

La participation du FEDER peut intervenir en complément d'autres financements publics, comme le dispositif « Réhabilitation Durable » de la Région Ile-de-France. Les demandes de subvention au titre de ce dispositif sont instruites **indépendamment** de la demande de subvention FEDER.

Le plan de financement devra obligatoirement faire apparaître une part d'autofinancement du porteur de projet (minimum 20 % du coût total éligible du projet, sauf dispositions dûment justifiées).

#### *2.1.6 Temporalité du projet*

La période de réalisation des projets ne peut être supérieure à 48 mois à compter de l'exécution de l'opération qui s'entend par l'émission de la première facture ou la première réalisation physique.

Le projet ne doit pas être achevé à la date de dépôt du dossier de demande d'aide.

La date de commencement d'exécution du projet doit être postérieure au 1er janvier 2015.

Pour les projets relevant d'un régime d'aide d'Etat, la date de commencement d'exécution doit en outre être postérieure à la première demande d'aide publique cofinçant le projet.

Dès lors, il est recommandé aux candidats de ne pas mettre en œuvre leurs projets avant toute demande formalisée d'aide publique.

Les projets retenus feront l'objet d'un suivi annuel dans le cadre des comités régionaux de programmation de la Région Ile-de-France.

#### *2.1.7 Dépôt du dossier*

**Les documents types à joindre au dossier de demande de subvention sont téléchargeables sur le site : [www.europe.iledefrance.fr](http://www.europe.iledefrance.fr)**

Le dossier de candidature devra être transmis, avant le **30/11/2015** sur la plateforme des aides régionale de la Région Ile de France permettant le dépôt de dossiers de demande de subvention dématérialisés : <https://par.iledefrance.fr>.

Les porteurs de projets ayant déjà postulé à l'appel à projets « Réhabilitation durable n°6 » de la Région Ile-de-France et de l'ADEME pourront télécharger le dossier technique complété à cette occasion dans l'item « dossier d'analyse en opportunité » de la rubrique « pièces à joindre au dossier ».

Les envois par mail ne sont pas acceptés et tout dossier incomplet lors de son dépôt sera rejeté lors de son instruction.

## 2.2 Critères d'appréciation des projets recevables

### 2.2.1 Eligibilité des dépenses

Les dépenses présentées sont éligibles aux conditions suivantes :

- Elles sont subordonnées au respect des règles d'éligibilité fixées par les règlements UE n° 1301/2013, et n°1303/2013 du 17 décembre 2013, et par le décret fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement (en cours de finalisation) ;
- Elles sont liées et nécessaires à la réalisation de l'opération sélectionnée et sont supportées comptablement par l'organisme ;
- Elles doivent être justifiées par des pièces de valeur probantes équivalente;
- Une opération est retenue pour bénéficier du soutien des fonds européens si elle n'a pas été matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant que la demande de financement au titre du programme soit soumise par le bénéficiaire à l'autorité de gestion<sup>2</sup>;
- Elles sont engagées, réalisées et acquittées selon les conditions prévues dans l'acte attributif de l'aide<sup>3</sup> ;
- Elles ne sont pas présentées par le porteur de projet au titre d'un même fonds ou programme européen, ou de plusieurs fonds ou programme européen ;
- Un plafond maximum de la rémunération pouvant être pris en compte pour un cofinancement au titre du FEDER est fixé à 122 800 €<sup>4</sup> de salaire annuel brut chargé. Les montants dépassant le plafond ne sont alors pas pris en compte pour la détermination du montant FEDER.
- Dans le cadre de l'instruction du projet, le service gestionnaire peut être amené à écarter toute dépense présentant un caractère dispendieux et ne produisant pas d'effets directs sur les publics cibles.
- Une dépense est éligible au FEDER si elle a été effectivement payée entre le 1er janvier 2014 et le 31 décembre 2023, sous réserve qu'un dossier de demande complet, conformément aux dispositions en vigueur, ait été reçu avant la fin de la période de réalisation de l'opération.
- Pour cet appel à projets, ne seront retenues que les dépenses directement liées à l'opération et nécessaires à sa réalisation, telles que :
  - Isolation de l'enveloppe
    - Parois opaques verticales
    - Planchers hauts
    - Planchers bas
    - Menuiseries – vitrages
    - Traitement des ponts thermiques
  - Chauffage
  - Rafraîchissement
  - Ventilation
  - Éclairage
  - Eau Chaude Sanitaire
  - Production d'électricité

<sup>2</sup> Conformément à l'article 65 du Règlement (UE) n°1303/2013 du 17 décembre 2013 portant dispositions communes.

<sup>3</sup> Conformément aux articles 65 et 67 du Règlement (UE) n°1303/2013 du 17 décembre 2013 portant dispositions communes;

<sup>4</sup> Le montant de 122 800 € est calculé sur la base d'un salaire ne dépassant pas 1,5 fois le salaire moyen d'un cadre (dirigeant ou non), calculé en salaire annuel brut chargé (toutes charges comprises, le taux de cotisation patronale obligatoire étant estimé à 42% en moyenne) et au regard du rythme d'augmentation du salaire moyen des cadres au cours de la dernière année (1,6%).

- Études et part des honoraires liés à l'efficacité énergétique

**Une liste indicative des Catégories de dépenses éligibles et non éligibles au titre du FEDER est présentée en annexe 5.**

#### *2.2.2 Capacité financière de l'organisme porteur de projet*

Les organismes porteurs de projets doivent être en capacité de respecter les conditions de suivi et d'exécution de l'opération telles que prescrites par les textes communautaires et nationaux applicables (solvabilité, indépendance financière, capacité d'autofinancement).

L'objectif est de concentrer le cofinancement du fonds européens structurels d'investissement sur les actions du projet et non sur les frais de fonctionnement de la structure.

#### *2.2.3 Principes horizontaux*

Les opérations sélectionnées doivent prendre en compte les principes horizontaux du programme opérationnel régional FEDER-FSE pour l'Ile-de-France et le bassin de la Seine : développement durable, égalité des chances et non-discrimination, égalité entre les femmes et les hommes.

#### *2.2.4 Principes directeurs de la sélection des opérations*

Les principes directeurs suivants régiront la sélection de l'ensemble des opérations qui seront soutenues par le FEDER au titre de l'objectif spécifique n° 14 de l'axe 8 du Programme opérationnel régional :

**L'objectif est de financer des opérations exemplaires pour pouvoir les diffuser largement et faire émerger le plus grand nombre d'opérations selon les principes suivants :**

- Les éléments techniques du dossier doivent permettre au bâtiment d'atteindre une classe énergétique de consommation améliorant fortement la situation des ménages en situation de précarité énergétique ;
- Atteindre une classe énergétique de consommation ambitieuse ;
- Le dossier doit faire état d'un engagement significatif de l'ensemble des parties prenantes ;
- la cohérence du projet avec la stratégie globale de la Région Ile-de-France.

Toute typologie de bâtiments est recevable dès lors qu'elle répond à un besoin explicite et argumenté du bénéficiaire, avec la démonstration que le niveau énergétique à atteindre après travaux vise une classe énergétique ambitieuse et significative, sur la base d'un coût global de l'opération maîtrisé et vérifiable.



### III. MODALITES ET CRITERES DE SELECTION

---

#### 3.1 Modalités de sélection des projets

Le service Gestion des Fonds Européens (GFE) de la Direction des financements européens (DFE) procède à l'instruction du dossier sur la base d'un rapport d'instruction type. Il vérifie **le respect, par le porteur de projet, des conditions de recevabilité de sa demande de financement**. Le non-respect d'une des conditions de recevabilité entraîne l'arrêt de l'instruction et donne lieu à un avis défavorable.

Les dossiers de demande de financement répondant aux **critères de recevabilité susmentionnés font l'objet d'une analyse en éligibilité** qui procède à :

- l'analyse du budget: vérification de l'éligibilité des dépenses (détermination du coût total éligible) et du plan de financement, traitement des recettes ;
- la vérification du respect du cadre réglementaire<sup>5</sup>(commande publique/ordonnance de 2005, aides d'état, absence de double financement ...) ;
- la vérification de la prise en compte par le porteur de projets des principes horizontaux.

Si l'éligibilité de la demande de financements européen est avérée, le service GFE transmet la demande de financement à la **direction** Environnement, agriculture et énergie **afin qu'un avis en opportunité**, structuré selon les critères de sélection énoncés ci-dessous, puisse être émis.

#### 3.2 Critères de sélection

Cet appel à projets souhaite accompagner les projets présentant les meilleures performances environnementales, énergétiques et économiques et ainsi encourager les réhabilitations thermiques de haute qualité.

Les critères de sélection en opportunité concernent :

- La qualité de l'opération présentée
- La qualité du montage de l'opération
- La gestion durable de l'opération
- Les qualités techniques du projet
- La qualité architecturale de l'opération
- Le coût et la maîtrise des charges

---

<sup>5</sup> En vertu de l'ordonnance 606/2005

#### IV. CALENDRIER DE SELECTION

---

Le calendrier prévisionnel de mise en œuvre de l'appel à projet « réhabilitation durable » est le suivant :

- **Début Avril** : publication de l'appel à projet sur le site web de la Région dédié aux financements européens [www.europe.iledefrance.fr](http://www.europe.iledefrance.fr)
- **D'avril 2015 au 30 novembre 2015** : Dépôt des dossiers de demande de subvention européenne sur la plateforme des aides régionales.

Les porteurs de projets pourront être accompagnés vers le dépôt de leur dossier de demande de subvention par la **cellule ingénierie de projet et animation territoriale** de la direction des financements européens de la région Ile de France :

→ Service AMO de la Direction des financements européens  
Bénédicte Leray : [benedicte.leray@iledefrance.fr](mailto:benedicte.leray@iledefrance.fr)

- **30 novembre 2015** : date limite de dépôt des dossiers de demande de subvention sur la plateforme des aides régionales de la Région Ile-de-France.
- **Du 1<sup>er</sup> décembre 2015 au 30 avril 2016** : Instruction des dossiers par la direction des financements européens.
- **A partir de février 2016** : Présentation au Comité de programmation des dossiers pour notification de la décision.
- **A partir de début février 2016** : Signature des conventions.

##### L'information aux candidats :

L'Autorité de gestion prend les décisions d'attribution et de rejet des subventions européennes, au vu de l'avis du Comité régional de Programmation.

Ces décisions font l'objet d'une notification au candidat.

#### V. CONFIDENTIALITE

---

La Région Ile-de-France s'engage à respecter la confidentialité des informations contenues dans les dossiers remis par les candidats à une subvention FEDER ou FSE.

## VI. ANNEXES

---

### 6.1 Annexe 1 : Cadre réglementaire de l'appel à projets

**Le présent appel à projet s'inscrit dans les obligations issues des textes suivants :**

- Règlement (CE) n°1301/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi »
- Règlement (CE) n°1303/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européens structurels et d'investissement ainsi que les règlements délégués et les actes d'exécution afférents
- Décret fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement (FEDER, FSE, FEADER, FEAMP) pour la période 2014-2020<sup>6</sup>.
- Décision de la Commission européenne du 18 décembre 2014 portant approbation du Programme opérationnel régional FEDER-FSE de l'Ile-de-France et du bassin de Seine sur le fondement de l'article 29 du règlement (CE) n°1303/2013.

### 6.2 Annexe 2 : Règles applicables aux organismes bénéficiaires de fonds européens structurels d'investissement (FESI)

#### 6.2.1 *Transparence comptable*

Le porteur de projet s'engage à tenir une comptabilité séparée de l'opération ou à utiliser une codification comptable adéquate. Il est ainsi en capacité d'isoler au sein de sa comptabilité générale, les charges et les produits liés à l'opération.

#### 6.2.2 *Respect des règles relatives à la commande publique*

Le porteur de projet doit indiquer s'il est soumis, ou non, à l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics, ainsi qu'à des règles spécifiques pour la passation d'autres contrats (contrat de partenariat, concessions de travaux, contrats de délégation de service public, etc...)

Le cas échéant, il devra justifier d'une mise en concurrence pour ses achats de biens, de travaux, de fournitures et de services, et ce quel que soit le montant, en vue de justifier la sélection de l'offre la plus avantageuse au regard des critères prédéfinis.

#### 6.2.3 *Respect de la réglementation relative aux aides d'Etat*

Les organismes intervenant dans le champ concurrentiel au sens des textes réglementaires sont soumis à la réglementation européenne sur les aides d'Etat aux entreprises. Ainsi, il incombera au porteur de projet

---

<sup>6</sup> Le décret d'éligibilité des dépenses n'est pas publié à ce jour.

de veiller au respect de cette réglementation. Ce point fera l'objet d'une attention particulière lors de l'instruction des demandes d'aides.

**Le régime d'aide mobilisable sur ce type d'action est le régime notifié SA.40405 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020.**

#### *6.2.4 Mise en place des coûts simplifiés*

La possibilité de recourir à des options de coûts simplifiés a été introduite par la Commission européenne afin de réduire d'une part le risque d'erreur dans les déclarations de coûts, et d'autre part la charge administrative pesant sur les porteurs de projet.

Dans le cadre du présent appel à projets, les candidats devront procéder au calcul des coûts indirects éventuels de l'opération sur la base du taux forfaitaire de 15% des frais de personnel directs éligibles prévu par l'article 68-1 b) du règlement général n° 1303/2013.

Pour la détermination des frais de personnel liés à la mise en œuvre d'une opération, les candidats pourront établir le taux horaire en divisant la dernière moyenne annuelle connue des salaires bruts par 1 720 heures, conformément aux dispositions de l'article 68-2 du règlement général n° 1303/2013.

#### *6.2.5 Evaluation et suivi des données relatives aux bénéficiaires / participants*

Les dispositions en matière de suivi et d'évaluation ont été renforcées dans le cadre de la programmation 2014-2020. L'objectif est de s'assurer que des données fiables seront disponibles et pourront être agrégées au niveau européen. Les travaux d'évaluation seront concentrés sur la mesure de l'efficacité et de l'impact des fonds européens structurels et d'investissement.

Le porteur de projet s'engage à communiquer à l'autorité de gestion les éléments suivants, concernant l'évaluation et le suivi de l'action qu'il met en œuvre :

- Le porteur de projet est tenu de saisir un certain nombre d'indicateurs prévisionnels de réalisation au moment du dépôt de son dossier sur la Plateforme des Aides Régionales (cf. annexe 3). Ces indicateurs, fixés dans le programme opérationnel régional et dans le présent appel à projets, devront être actualisés à l'issue de l'opération. En l'absence de saisie des indicateurs réalisés, le solde de la subvention ne pourra être versé.

- Lors de chaque demande de versement (acompte ou solde), des fichiers de reporting (téléchargeables sur la PAR) doivent obligatoirement être communiqués par le porteur de projet à l'autorité de gestion.

- La liste des entreprises ayant participées à l'action doit obligatoirement être transmise par le bénéficiaire à l'autorité de gestion à l'issue de l'action, lors de la demande de versement du solde de la subvention.

- Des questionnaires sont mis à la disposition des porteurs de projets (cf. annexe 3). Ces questionnaires permettent d'identifier les données qui seront demandées par l'autorité de gestion. Ils doivent être remplis et conservés par les bénéficiaires de la subvention européenne ;

**La non-communication de ces éléments sera susceptible d'entraîner le non versement de la subvention. L'ensemble des documents exigés par l'autorité de gestion est disponible en téléchargement sur le site [europe.iledefrance.fr](http://europe.iledefrance.fr) ainsi que sur la PAR.**

#### 6.2.6 Communication européenne

Les bénéficiaires de subventions des fonds européens structurels et d'investissement devront respecter l'obligation de publicité de la participation des financements de l'Union européenne auprès de leur public, de leurs partenaires et de leurs collaborateurs.

Dans ce cadre, ils s'engagent à mettre en place les actions d'information et de communication interne et externe suivantes :

Les bénéficiaires de subventions des Fonds européens structurels et d'investissement devront respecter l'obligation de publicité de la participation des financements de l'Union européenne auprès de leur public, de leurs partenaires et de leurs collaborateurs.

Dans ce cadre, ils s'engagent à mettre en place les actions d'information et de communication interne et externe suivantes :

- Apposer les logos suivants sur tous les supports interne et externe de son projet (courrier, supports pédagogiques, brochures, pages internet, bloc signature d'email, affiches, supports de communication, etc.) :
  - o L'emblème de l'Union européenne avec la mention « Union européenne » en-dessous ;
  - o Le logo « L'Europe s'engage en Ile-de-France » ou avec le fonds associé si besoin « L'Europe s'engage en Ile-de-France avec le FEDER ou le FSE ou le FEADER »
  - o Pour « l'Initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ) », le logo spécifique « l'Europe s'engage pour l'Emploi des Jeunes » ;
- Mentionner, en toutes lettres, une phrase indiquant le cofinancement du FESI à côté des logos et emblèmes : « (intitulé du projet) est cofinancé par (nom du fonds) dans le cadre du (nom du programme européen). » ;
- Dédier une page, sur le site web relatif au projet le cas échéant, décrivant l'opération et l'apport communautaire ;
- informer les participants et le public concernés par l'opération de la participation communautaire ;
- Apposer une affiche (minimum A3) (pour toutes opérations dont le montant de l'aide publique totale < à 500 000 €) à l'entrée du bâtiment de façon permanente et dans un endroit bien visible. Il est possible de disposer des affiches ailleurs dans vos locaux en complément ;
- Apposer un panneau d'affichage temporaire de dimensions importantes (pendant la mise en œuvre des opérations FEDER dont le montant de l'aide publique totale > à 500 000 €) ;
- Informer, par un courrier officiel, les personnels dont tout ou partie du salaire est pris en charge par le FEDER ou le FSE ;
- Autoriser la Région Île-de-France et la Commission européenne à communiquer sur les projets, les bilans et les résultats.

Ces obligations et leurs modalités de mise en œuvre seront précisées aux porteurs de projets au moment du conventionnement.

#### 6.2.7 Contrôle et transmission des pièces

Les opérations cofinancées par les fonds européens sont soumises à différents niveaux de contrôle.

Avant chaque versement d'acompte ou de solde, un contrôle de service fait sera opéré par les services de la Région ou toute personne mandatée par elle, sur la base du bilan transmis par le porteur de projet. En outre des visites sur places programmées ou impromptues seront réalisées par l'autorité de gestion.

Par ailleurs, le porteur de projet devra également se soumettre à l'ensemble des contrôles en cours ou postérieurs à la réalisation de l'opération qui seront effectués par les services de la Région ou par toute autre autorité nationale et communautaire.

Pour l'ensemble de ces contrôles, il s'engage à présenter aux agents du contrôle tous documents et pièces établissant la conformité de la réalisation de l'opération aux conditions contractuelles, la régularité et l'éligibilité des dépenses et des ressources ainsi que le respect des obligations de communication et de publicité.

#### 6.2.8 Conservation des pièces

Le porteur de projet s'engage à conserver les justificatifs de paiement et tous les documents permettant d'attester de la réalisation de l'action pendant une période de trois ans à compter du 31 décembre suivant la présentation des comptes dans lesquels figurent les dépenses de l'opération.

En cas de constat d'irrégularité, un contrôle des justificatifs comptables correspondant aux dépenses indirectes déclarées, susceptible de porter sur l'ensemble de la comptabilité de la structure bénéficiaire, pourra être effectué.

### 6.3 Annexe 3 : Liste des indicateurs relatifs à l'appel à projets

**Axe n°8 Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone en Ile-de-France**  
**OS 14 Développer des démarches « pilotes » pour réduire les consommations énergétiques du bâti résidentiel et des bâtiments publics:**

Intitulé de l'indicateur	Unité de mesure	Type d'indicateur	Données à recueillir
Nombre de ménages disposant d'un meilleur classement en matière de consommation énergétique	Nombre	Réalisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- nombre de ménages</li> <li>- consommation initiale des logements</li> <li>- consommation finale des logements</li> </ul>
Diminution de la consommation d'énergie primaire des bâtiments publics	Gwh	Réalisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- consommation initiale du bâtiment</li> <li>- consommation finale du bâtiment</li> </ul>

#### 6.4 Annexe 4 : Questionnaires relatifs aux indicateurs des projets soutenus



Appel à projets FEDER - Année 2015

Axe Prioritaire 8 – Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone en Île-de-France

OS 14 - Développer les démarches pilotes pour réduire les consommations énergétiques du bâti résidentiel et de bâtiments publics

#### Réhabilitation Durable

#### Questionnaire de recueil des données à l'entrée des porteurs de projet dans une opération cofinancée par le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER)

Vous participez à une action cofinancée par le Fond européen de développement régional (FEDER) sur la période 2014-2020. Afin de mesurer les progrès réalisés pour les cibles fixées dans le programme FEDER, l'Union européenne veut s'assurer que des données fiables et robustes seront disponibles en continu pour être agrégées aux niveaux français et européen (règlement UE n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013). Ces données doivent permettre de faire la preuve de l'efficacité de la mise en œuvre de la politique de cohésion sociale ; elles contribueront aussi à la mesure de l'impact des programmes.

**Les informations recueillies par ce questionnaire feront l'objet d'un traitement informatique anonyme destiné au suivi et à l'évaluation des programmes opérationnels nationaux FEDER.** Le destinataire des données est la Région Ile de France, en tant qu'autorité de gestion de ce programme.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée par la loi du 6 août 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, droit que vous pouvez exercer auprès de la Région Ile de France en contactant l'organisme qui vous a fait remplir ce questionnaire.

Pour la qualité du suivi et de l'évaluation des actions, **il est important que vous répondiez précisément à toutes les questions suivantes, en écrivant lisiblement.**

Nom de l'opération : .....

N° convention FEDER : .....

Date d'entrée dans l'opération : ...../...../..... (jj/mm/année, à renseigner par le porteur de projets)

## Coordonnées du porteur de projet

Nom du porteur de projet : .....

Numéro SIRET du porteur de projet : .....

Catégorie juridique : .....

Code APE : .....

Type de structure :

- ☐ Bailleur social
- ☐ Université
- ☐ Collectivité territoriale
- ☐ Autre Préciser : .....

Adresse du porteur à l'entrée dans l'opération (n° et nom de rue) : .....

Code postal : ..... Commune : .....

Personne responsable du projet.....

Contact .....

Numéro de téléphone (mobile) : .....

Numéro de téléphone (domicile) : .....

Courriel : .....@.....

### Question 1. Caractéristiques de l'opération

1a. Date de lancement de l'opération : .../.../..... (jj/mm/année)

1b. Quel est le lieu de l'opération ?

Adresse de l'opération : .....

Commune : ..... Code postal : .....

1c. Quelle est le type de parc bâti bénéficiant de l'opération ?

- ☐ Logement privé
- ☐ Logement social
- ☐ Bâtiment tertiaire public



1d. Quelle est la taille de l'opération (m2 SHON) ? .....

1e. Quelle est l'année de construction du bâtiment : .....

## Question 2. Financement prévisionnel

Montant total prévisionnel de l'opération (€) : .....

Dont montant du financement FEDER (€) : .....

## Question 3. Estimation des réalisations au commencement de l'opération

Selon le type d'opération :

### 3a. Logement

- Nombre de logements : .....
- Quel est le nombre prévisionnel de ménages qui disposeront d'un meilleur classement en matière de consommation énergétique (1 ménage = 1 logement) ?  
.....
- Consommation **initiale** des logements (en Mwh/an/m<sup>2</sup>) : .....  
(Source de l'information : Diagnostic de performance énergétique)

### 3a'. Bâtiments tertiaires publics

- Quelle est la diminution prévisionnelle de la consommation annuelle d'énergie primaire des bâtiments publics engendrée par l'opération (**en MWh/an**) ?  
.....
- Consommation **initiale** du bâtiment public au début de l'opération (**en Mwh/an**) :  
.....

Source de l'information:

- ☐ Diagnostic de performance énergétique
- ☐ Etude thermique – audit thermique

3b. Diminution annuelle estimée des émissions de gaz à effet de serre permis par l'opération, (en T<sub>eq</sub>CO<sub>2</sub>)?

.....

Appel à projets FEDER - Année 2015

Axe Prioritaire 8 – Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone en Île-de-France

OS 14 - Développer les démarches pilotes pour réduire les consommations énergétiques du bâti résidentiel et de bâtiments publics

**Réhabilitation Durable**

**Questionnaire de recueil des données à la sortie des porteurs de projet dans une opération cofinancée par le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER)**

Vous participez à une action cofinancée par le Fond européen de développement régional (FEDER) sur la période 2014-2020. Afin de mesurer les progrès réalisés pour les cibles fixées dans le programme FEDER, l'Union européenne veut s'assurer que des données fiables et robustes seront disponibles en continu pour être agrégées aux niveaux français et européen (règlement UE n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013). Ces données doivent permettre de faire la preuve de l'efficacité de la mise en œuvre de la politique de cohésion sociale ; elles contribueront aussi à la mesure de l'impact des programmes.

**Les informations recueillies par ce questionnaire feront l'objet d'un traitement informatique anonyme destiné au suivi et à l'évaluation des programmes opérationnels nationaux FEDER.** Le destinataire des données est la Région Ile de France, en tant qu'autorité de gestion de ce programme.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée par la loi du 6 août 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, droit que vous pouvez exercer auprès de la Région Ile de France en contactant l'organisme qui vous a fait remplir ce questionnaire.

Pour la qualité du suivi et de l'évaluation des actions, **il est important que vous répondiez précisément à toutes les questions suivantes, en écrivant lisiblement.**

Nom de l'opération : .....

N° convention FEDER : .....

Date de sortie de l'opération : ...../...../..... (jj/mm/année, à renseigner par le porteur de projets)

## Coordonnées du porteur de projet

Nom du porteur de projet : .....

Numéro SIRET du porteur de projet : .....

Adresse du porteur à la sortie de l'opération (n° et nom de rue) : .....  
.....

Code postal : ..... Commune : .....

Numéro de téléphone (mobile) : .....

Numéro de téléphone (domicile) : .....

Courriel : .....@.....

### Question 1. Caractéristiques de l'opération

1a. Date de fin de l'opération : .../.../..... (jj/mm/année)

1b. Quelle est la taille de l'opération (m2) ? .....

### Question 2. Financements

Montant total réalisé de l'opération (€) : .....

Dont montant du financement FEDER (€) : .....

### Question 3. Réalisations de l'opération

Selon le type d'opération :

#### 3a. Logement

- Quel est le nombre de ménages ayant bénéficié de l'opération disposant d'un meilleur classement en matière de consommation énergétique (1 ménage = 1 logement y compris logement vacant) ?  
.....
- Consommation finale réelle des logements (en Mwh/an/m² SHON) : .....  
(Source de l'information : facture)

#### 3a'. Bâtiment tertiaire public

- Quelle est la diminution de la consommation annuelle d'énergie primaire des bâtiments publics ayant bénéficiés de l'opération (en MWh/an) ?  
.....

- Consommation finale réelle des bâtiments publics (en MWh/an) : .....

Source de l'information:

- ☐ Facture
- ☐ Etude thermique – audit thermique

3b. Diminution annuelle estimée des émissions de gaz à effet de serre engendrée par l'opération (en TeqCO<sub>2</sub>) ?

.....

**3c. Tests d'étanchéité à l'air**, le maître d'ouvrage doit prévoir un double test d'étanchéité à l'air :

Résultat avant la mise en œuvre des finitions : .....

Résultat à la livraison du bâtiment : .....

## 6.5 Annexe 5 : Catégories de dépenses éligibles et non éligibles

SYNTHESE DES DEPENSES ELIGIBLES ET NON ELIGIBLES FEDER / FSE <sup>7</sup>	
Tous les fonds	
Dépenses éligibles	Dépenses non éligibles
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dépenses de personnel</li> <li>- Dépenses de déplacement, restauration et hébergement des participants</li> <li>- Dépenses d'amortissement (3 conditions)</li> <li>- Dépenses de conseil, d'expertise juridique, technique, comptable et financière</li> <li>- Dépenses de location</li> <li>- Dépenses directes de sous-traitances</li> <li>- Dépenses liées à l'obligation européenne de publicité</li> <li>- Dépenses d'échange électronique de données dématérialisées.</li> <li>- Contributions en nature</li> <li>- Dépenses indirectes (en respect des options de coûts simplifiés)</li> <li>- TVA et autre taxes non déductible</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Amendes, pénalités financières, frais de justices et de contentieux, exonération de charge</li> <li>- Frais débiteurs, agios et autres charges financières</li> <li>- TVA déductible, compensée ou récupérable</li> </ul>
FEDER <sup>8</sup>	
Dépenses éligibles	Dépenses non éligibles
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Achat de terrain bâti et non bâti (plafonné)</li> <li>- Achat de bien immobilier</li> <li>- Crédit-bail (3 conditions)</li> <li>- Retenue de garantie dans le cadre d'un marché de travaux (si versée au solde du marché)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dépenses liées au démantèlement et de la construction de centrales nucléaires</li> <li>- Investissements visant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre provenant d'activités énumérées à l'annexe I de la directive 2003/87/CE ;</li> <li>- Dépenses liées à la production, la transformation et la commercialisation du tabac et des produits du tabac ;</li> <li>- Dépenses des entreprises en difficulté telles qu'elles sont définies par les règles de l'Union en matière d'aides d'État ;</li> <li>- Investissements dans les infrastructures aéroportuaires, à moins qu'ils ne soient liés à la protection de l'environnement ou qu'ils ne s'accompagnent d'investissements nécessaires à l'atténuation ou à la réduction de leur incidence négative sur l'environnement.</li> </ul>

<sup>7</sup> Conformément à l'article 69-3 du règlement (UE) n°1303/2013 du 17 décembre 2013 portant dispositions communes et au décret d'éligibilité des dépenses.

<sup>8</sup> Conformément à l'article du règlement (UE) n°1301/2013 relatif au FEDER et au décret d'éligibilité des dépenses.